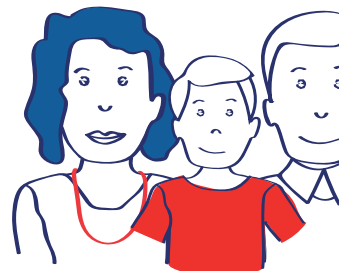
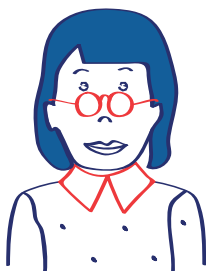


TOUT SAVOIR SUR LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

À DESTINATION
DES PARTICULIERS EMPLOYEURS



«Ce document présente le prélèvement à la source tel qu'il a été défini dans la loi de Finances 2017. Il ne préjuge pas des modalités de mise en œuvre du report au 1er janvier 2019, qui restent soumises à de prochaines mesures législatives et réglementaires. »

I. LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE, POURQUOI ?

Aujourd'hui, l'impôt sur le revenu est payé un an après la perception des revenus. Ce décalage peut parfois engendrer des difficultés de trésorerie pour ceux qui connaissent des changements de situation ayant un impact sur le niveau de leur revenu et/ou sur leur impôt sur le revenu.

Ce décalage est particulièrement préjudiciable pour ceux qui ont des revenus irréguliers d'une année sur l'autre, mais aussi lorsque la rémunération varie fortement d'un mois sur l'autre au gré de contrats de travail multiples, ce qui est souvent le cas des salariés du secteur des services à la personne.

Le prélèvement à la source va rendre le paiement de l'impôt contemporain de la perception des revenus, et éviter ainsi un tel décalage. C'est là son objectif principal. C'est aussi ce qui le différencie de la simple mensualisation obligatoire de l'impôt qui ne s'adapte pas automatiquement et en temps réel au revenu.

Par ailleurs, avec le prélèvement à la source, l'impôt sera étalé sur 12 mois au lieu de 10 mois.

Et pour les salariés des particuliers employeurs ?

Comme pour tous les salariés, l'administration fiscale calculera le taux de prélèvement personnalisé applicable aux salariés des particuliers employeurs, qui tiendra compte de la situation personnelle du salarié, notamment de sa situation familiale.

Les salariés recevront leur taux de prélèvement **sur leur avis d'imposition à l'été 2017**. Les couples, pourront, à ce moment-là, opter pour des taux différenciés. Les salariés ne souhaitant pas que leur taux personnel soit communiqué à leur employeur, pourront opter pour le taux neutre afin d'offrir une garantie de confidentialité absolue.

2. DES DÉMARCHES SIMPLIFIÉES POUR LES PARTICULIERS EMPLOYEURS GRÂCE AU CESU ET PAJEMPLOI

La réforme prévoit des **modalités simplifiées pour les particuliers employeurs** afin de tenir compte de plusieurs particularités inhérentes à la relation de travail particulière pouvant exister entre le particulier employeur et son salarié :

- Le particulier employeur n'est pas un professionnel : à cet égard, il ne dispose notamment pas d'un logiciel de paie ;
- La dispersion du nombre d'employeurs pour un même salarié ;
- La fréquence des changements d'employeur.

Le particulier employeur n'aura aucune relation nouvelle à entretenir avec l'administration fiscale. Il conservera son interlocuteur habituel dans le cadre de l'utilisation des titres simplifiés : Pajemploi pour les gardes d'enfant et le centre national CESU (CNCESU) pour les autres emplois à domicile.

Les informations déclarées par le particulier employeur via le titre simplifié, comprenant par exemple le nom du salarié ou le montant de la rémunération versée, seront **adressées à l'administration fiscale par le centre CESU ou Pajemploi**, en lieu et place de l'employeur.

Ces centres porteront à la connaissance du particulier employeur **le taux de prélèvement propre à son employé**. Cette donnée aura été communiquée au centre gestionnaire par l'administration fiscale ou résultera de l'application de la grille de taux par défaut.

Après avoir pris connaissance du taux de prélèvement à appliquer, l'employeur versera au salarié un salaire net de la retenue à la source à effectuer.

Le centre CESU ou Pajemploi prélèvera directement sur le compte bancaire du particulier employeur, en plus des cotisations sociales déjà prélevées, le montant de retenue à la source réalisée **puis reversera les sommes ainsi prélevées à l'administration fiscale.**

3. UNE NOUVELLE OPTION "TOUT EN UN" POUR PAJEMPLOI ET CESU SERA DISPONIBLE DÈS 2018 POUR SIMPLIFIER LA VIE DES PARTICULIERS EMPLOYEURS

À compter de 2018, les centres Pajemploi et CESU proposeront, à titre optionnel, que le particulier employeur s'acquitte du paiement du salaire auprès de l'employé par l'intermédiaire de ces organismes, en confiant à ces organismes l'intégralité du processus de rémunération et d'octroi de l'ensemble des aides auxquelles l'employeur peut prétendre.

Cette nouvelle fonction permettra plusieurs améliorations du service :

- **La gestion du prélèvement à la source pourra être ainsi entièrement effectuée par les centres Pajemploi et CESU**, qui effectueront pour le compte de l'employeur la retenue à la source de l'impôt sur le revenu du salarié, pour le reverser à l'administration fiscale ;
- **Elle permettra de bénéficier immédiatement de l'intégralité des aides sociales**, donnant de la visibilité sur le coût net de l'emploi du salarié et diminuant l'effort financier immédiat du particulier employeur ;
- **Pour les salariés, cette réforme sécurisera leur situation puisque le risque de retard de paiement de leur rémunération sera réduit.** La déclaration de l'employeur à l'organisme devra intervenir dans des délais plus rapprochés pour les employeurs qui optent pour ce nouveau service, étant un préalable au versement du salaire ainsi qu'au prélèvement à la source de l'impôt.

Afin d'asseoir la confiance des utilisateurs dans cette nouvelle offre de service, **une information du salarié est prévue dès que la déclaration de l'employeur a été enregistrée** par le centre.

Compte tenu des impacts d'un tel schéma sur la relation employeur/salarié, **un accord de toutes les parties sera nécessaire** (employeur, salarié, Pajemploi/centre CESU) pour permettre le versement du salaire pour le compte de l'employeur.

AVEC LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE, L'IMPÔT S'ADAPTE À LA VIE DE MATHILDE



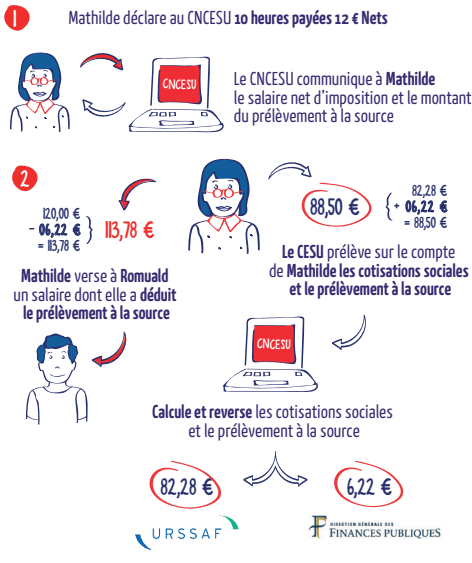
* Réintégration de la CSG CRDS non déductible
 ** Centre National du Chèque Emploi-Service Universel

MATHILDE, 47 ANS
EMPLOIE ROMUALD, HOMME DE MÉNAGE

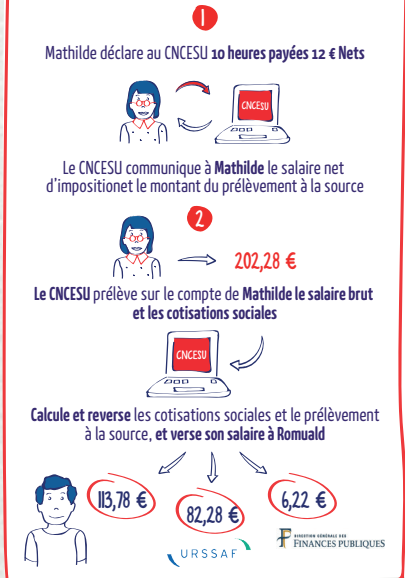
Elle le paie **12 € nets de l'heure** pour 10 h/mois et lui verse donc **120 €/mois**, ce qui correspond pour lui à un net imposable de 124,48 €*. Le coût pour Mathilde est de 202,28 € (82,28 € de cotisations prélevées par le CNCESU** après déduction forfaitaire de 2 €). Elle a droit à un avantage fiscal maximal de 101,4 € en N+1. On suppose un **taux de prélèvement à la source de 5 %**.

MATHILDE PEUT OPTER POUR UNE GESTION "TOUT-EN-UN" PAR LE CNCESU

SANS OPTION



AVEC OPTION



4. LES CRÉDITS D'IMPÔTS SUR SALAIRES VERSÉS EN 2017 ET EN 2018 SERONT CONSERVÉS

Afin d'éviter un double prélèvement en 2018, les revenus non-exceptionnels concernés par la réforme du prélèvement à la source **versés en 2017 ne seront jamais imposés** : en 2017, les contribuables paieront l'impôt sur les revenus 2016, et en 2018, les contribuables paieront l'impôt sur les revenus 2018 de manière contemporaine.

Toutefois, **la réforme prévoit le maintien de l'ensemble des réductions et des crédits d'impôt dûs au titre de 2017**, malgré l'annulation de l'impôt sur le revenu. Ces crédits d'impôts seront versés comme aujourd'hui, avec un an de décalage. En 2018, les foyers percevront donc les crédits d'impôt dûs au titre de 2017, et en 2019 ceux dûs au titre de 2018.

En particulier, **les crédits d'impôt ouverts pour les services à domicile ou pour les gardes d'enfants à l'extérieur du domicile liés à des dépenses engagées en 2017 seront versés à l'été 2018**, après la déclaration de revenu effectuée au printemps, comme aujourd'hui.

Un dispositif spécifique est prévu pour les foyers modestes rendus non imposables par des réductions ou des crédits d'impôt pour éviter qu'ils commencent à être prélevés en janvier 2018 alors qu'ils n'avaient pas payé d'impôt en 2016 et en 2017. Il sera réservé aux contribuables non imposables deux ans de suite et ayant un RFR inférieur à 25 000 € par part.

BON À SAVOIR

Le versement d'un acompte de crédit d'impôt « services à domicile et garde d'enfant » **est prévu** à partir de février 2018. **Il sera égal à 30 % du crédit d'impôt de l'année précédente** (CI payé en 2017 au titre des dépenses 2016). Le solde sera versé en août 2018, après la déclaration de revenus déposée au printemps qui permettra de déclarer le montant des dépenses engagées en 2017 ouvrant droit au crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt pour les services à domicile

La réduction des cotisations sociales patronales qui concerne les particuliers employant directement des salariés dans le cadre des services à la personne est aujourd'hui de 2€ par heure. Cette réduction incite l'employeur à déclarer ses salariés : en effet l'avantage fiscal égal à 50 % des dépenses engagées est souvent supérieur aux cotisations sociales acquittées pour les ménages pouvant être concernés.

À compter de 2017, l'avantage fiscal pour les dépenses de services à domicile devient un crédit d'impôt pour l'ensemble des ménages. Cette mesure concerne 1,3 million de ménages et permet une baisse du reste à charge sur les dépenses de service à la personne de l'ordre de 20 % en moyenne, visant en premier lieu les personnes modestes, principalement âgées.

5. COMMENT SERA GARANTIE LA CONFIDENTIALITÉ DE LA SITUATION FISCALE DES EMPLOYÉS ?

Le salarié ne donnera aucune information à son employeur. C'est l'administration fiscale qui restera l'interlocuteur unique du contribuable. **La seule information transmise sera le taux de prélèvement, qui ne révèle aucune information spécifique.**

La grande majorité des contribuables (90 %) aura un taux de prélèvement à la source compris entre 0 et 10 %. En outre un même taux (seule donnée transmise à l'employeur) peut recouvrir des situations différentes, comme le montre l'exemple ci-après. La confidentialité reste donc garantie.

BON À SAVOIR

Le taux du prélèvement à la source de chaque contribuable sera soumis au secret professionnel. Les personnes qui contreviendront intentionnellement à l'obligation de secret professionnel pourront être sanctionnées.

Les salariés qui le souhaitent pourront refuser que l'administration fiscale transmette leur taux personnalisé à leur employeur. Dans ce cas, l'employeur appliquera un taux « neutre », sur la base du montant de la seule rémunération qu'il verse.

Jusqu'à un salaire mensuel net de 1 367 € par mois, ce taux sera nul.

Si l'application du taux « neutre » conduit à un prélèvement moins important que le taux réel du contribuable, par exemple du fait de la présence de revenus du patrimoine importants, le contribuable devra régler directement auprès de la DGFIP la différence, afin de garantir l'égalité de traitement des contribuables et préserver les recettes de l'État.

UN MÊME TAUX, DES SITUATIONS DIVERSES

7% ce peut être le taux pour un...



CÉLIBATAIRE

Salaire net mensuel
2 025 €



DIVORCÉ

Salaire net mensuel
2 025 €

Revenus
fonciers
500 €
par mois

Verse
500 €
par mois
de pension
alimentaire



**COUPLE
AVEC UN ENFANT**

Salaires nets mensuels
2 025 € et 3 000 €

6. VOS QUESTIONS

Comment cela se passe si mon employé a d'autres employeurs ?

Que l'on ait un ou plusieurs employeurs, le prélèvement à la source fonctionnera de la même façon. L'administration fiscale donnera à tous les employeurs du salarié le même taux de prélèvement, qui s'appliquera au salaire que chacun lui verse.

Lorsque mon employé va recevoir sa fiche de paie, ne risque-t-il pas de penser que son salaire a baissé ?

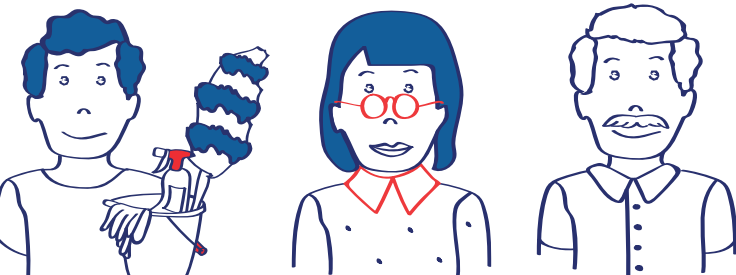
Sur la fiche de paie apparaîtra clairement le revenu avant prélèvement à la source et après prélèvement à la source. Ainsi le salarié aura une visibilité chaque mois sur ce qu'il gagne avant et après impôt. **Et désormais, ce salaire net d'impôt sera entièrement disponible. Des actions d'information permettront de préparer les salariés à ce changement.**

Mon employé débute sur le marché du travail, quel taux va-t-il avoir ?

Si l'administration fiscale n'a pas pu transmettre le taux de prélèvement à l'employeur (par exemple, pour une personne qui commence à travailler), c'est la grille de taux par défaut qui s'appliquera au salaire dans un premier temps. Ce barème correspond au revenu d'un célibataire sans enfant, et sera déterminé par le centre gestionnaire de titres simplifiés.

POUR TOUT SAVOIR SUR LE PRÉLÈVEMENT
À LA SOURCE, RENDEZ-VOUS SUR
PRELEVEMENTALASOURCE.GOUV.FR

AVRIL 2017



WWW.ECONOMIE.GOUV.FR